

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 413

[2007/200177]

21 DECEMBRE 2006. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 23 octobre 2006 entre la Région wallonne et la Commission communautaire française modifiant le décret de la Communauté française du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme et abrogeant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} octobre 1991 confiant certaines missions à l'Office de Promotion du Tourisme et déléguant certaines compétences en application du décret du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération conclu entre la Région wallonne et la Commission communautaire française modifiant le décret de la Communauté française du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme et abrogeant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} octobre 1991 confiant certaines missions à l'Office de Promotion du Tourisme et déléguant certaines compétences en application du décret du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme.

Cet accord de coopération est annexé au présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 21 décembre 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,

Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2006-2007.*

Documents du Parlement wallon 496, (2006-2007), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 21 décembre 2006.

Discussion. - Votes.

Accord de coopération du 23 octobre 2006 entre la Région wallonne et la Commission communautaire française modifiant le décret de la Communauté française du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme et abrogeant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} octobre 1991 confiant certaines missions à l'Office de Promotion du Tourisme et déléguant certaines compétences en application du décret du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme

Vu les articles 1^{er}, 127 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment les articles 3, 2^o et 10, § 2;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment les articles 3, 2^o et 10, § 2;

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire commune, notamment les articles 3, 2° et 10, § 2;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} octobre 1991 confiant certaines missions à l'Office de Promotion du Tourisme et déléguant certaines compétences en application du décret du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme;

Considérant qu'il convient de définir les missions, les lignes directrices du fonctionnement, du financement et du contrôle de l'Office de Promotion du Tourisme;

La Région wallonne représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, Elio Di Rupo et en la personne de son Ministre Benoît Lutgen, Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

La Commission communautaire française représentée par son Collège en la personne de son Ministre-Président, Benoît Cereyhe et en la personne d'Evelyne Huytebroeck, membre du Collège en charge du Tourisme;

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. L'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} du décret du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme, est remplacé par l'alinéa suivant :

"La Commission communautaire française et la Région wallonne confient à l'Office de Promotion du Tourisme de Wallonie et de Bruxelles des missions déterminées en rapport avec la promotion du tourisme."

L'alinéa 2, article 1^{er}, du même décret, est remplacé par les alinéas suivants :

"Les missions organiques de l'Office de Promotion du Tourisme sont :

1° d'installer et de gérer les bureaux touristiques situés en dehors des territoires des Régions bruxelloise et wallonne ou situés dans les principales aéroports belges;

2° de faire connaître le patrimoine, les infrastructures et les initiatives touristiques des Régions bruxelloise et wallonne, en organisant des campagnes et des actions promotionnelles et en participant à des foires et à des salons en dehors des Régions wallonne et bruxelloise;

3° d'utiliser les systèmes de réservation mis en œuvre avec le soutien de la Région wallonne ou des autorités publiques de la Région bruxelloise;

4° d'analyser et de prospecter les marchés dans le domaine du tourisme en dehors des Régions wallonne et bruxelloise.

Sans préjudice des missions confiées par la Commission communautaire française à l'ASBL BI-TC, le Membre du Collège de la Commission communautaire française en charge du Tourisme peut confier à l'Office de Promotion du Tourisme des missions de promotion touristique complémentaires, par délégation expresse et pour une durée limitée, y compris sur le territoire des Régions wallonne et bruxelloise.

Sans préjudice des missions confiées par la Région wallonne au Commissariat général au Tourisme par le décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du Tourisme, le Ministre du Tourisme de la Région wallonne peut confier à l'Office de Promotion du Tourisme des missions de promotion touristique complémentaires, par délégation expresse et pour une durée limitée, y compris sur le territoire des Régions wallonne et bruxelloise."

Art. 2. L'article 2 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Le financement public des missions organiques de l'Office de Promotion du Tourisme est assuré selon la clef de répartition suivante : 1/3 à charge du budget de la Commission communautaire française et 2/3 à charge du budget de la Région wallonne.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, les moyens affectés par la Commission communautaire française dans le cadre des missions organiques visées à l'article 1^{er}, alinéa 2, du décret, sauf accord expresse du Collège de la Commission communautaire française, ne dépasseront pas - sur base annuelle - les moyens alloués pour l'année 2006 soit 4.326.000 euros, indexés pour tenir compte de la valeur de l'indice des prix à la consommation du mois de l'entrée en vigueur du présent accord selon la formule :

$$\frac{\text{montant prévu} \times \text{indice nouveau}}{\text{indice de départ}}$$

L'indice de départ étant celui du mois de l'entrée en vigueur du présent accord et l'indice nouveau celui du mois de la date anniversaire de cette entrée en vigueur.

En toute hypothèse, les montants adaptés sur la base de l'alinéa 2 sont arrondis à l'unité inférieure dans l'hypothèse où la décimale serait inférieure à 50 et à l'unité supérieure dans le cas où la décimale serait égale ou supérieure à 50.

Le coût des missions complémentaires, le cas échéant, y compris celui du personnel supplémentaire nécessaire, est assuré par la seule autorité délégante. Pour ces missions déléguées, une comptabilité distincte est établie pour la Commission communautaire française et une autre pour la Région wallonne. »

Art. 3. L'article 3 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« L'Office de Promotion du Tourisme conclut tous les trois ans un contrat de gestion avec la Commission communautaire française et la Région wallonne.

Le contrat de gestion porte notamment sur :

- les objectifs généraux assignés à l'Office de Promotion du Tourisme pour les trois années à venir;
- les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre;
- les critères d'évaluation du contrat de gestion.

Le contrat de gestion est conclu sur base du calendrier suivant :

— au plus tard le 31 mars précédant l'échéance d'un nouveau contrat de gestion, l'Office de Promotion du Tourisme formule ses propositions aux Ministres du Tourisme de la Commission communautaire française et de la Région wallonne;

— au plus tard le 30 juin précédant l'échéance d'un nouveau contrat-programme, les Ministres du Tourisme de la Commission communautaire française et de la Région wallonne adoptent conjointement le contrat-programme de l'Office de Promotion du Tourisme.

A défaut d'accord, le précédent contrat-programme est prorogé d'un an.

L'Office de Promotion du Tourisme justifiera chaque année, au plus tard le 30 avril, de l'exécution de ses missions en communiquant au Collège de la Commission communautaire française et au Gouvernement wallon, les comptes et le rapport d'activités relatifs à l'exercice précédent. Le rapport d'activités évaluera le travail de l'Office de Promotion du Tourisme sur base des critères déterminés par le contrat de gestion et analysera leur évolution.

Dans le mois de leur réception, le Gouvernement communique les comptes et le rapport d'activités au Conseil régional wallon et à l'Assemblée de la Commission communautaire française. »

Art. 4. L'article 4 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon désignent chacun un Commissaire sur présentation du ministre ayant le tourisme dans ses attributions.

Les commissaires assistent aux réunions du conseil d'administration et du bureau ainsi qu'à celles du comité d'audit et du comité de rémunération afin d'y exercer une mission de contrôle pour l'accomplissement de laquelle ils ont les pouvoirs les plus étendus.

A cette fin, les commissaires reçoivent dans les mêmes délais les documents dressés à l'attention du conseil d'administration, du bureau et des comités d'audit et de rémunération. Ils ont accès à toutes les informations et à tous les documents qu'ils estiment utiles pour l'exercice de leurs tâches.

Chaque commissaire dispose d'un délai de huit jours francs pour prendre un recours contre l'exécution de toute décision qu'il estime contraire à la loi, aux statuts, au contrat de gestion pluriannuel ou à l'intérêt général.

Le recours ainsi que le délai pour former celui-ci sont suspensifs.

Ce délai court à partir du jour où la décision a été prise lorsque le commissaire y a été régulièrement convoqué et dans le cas contraire, à partir du jour où il en a connaissance.

Chaque commissaire exerce ce recours auprès du Ministre qui l'a présenté.

Si dans un délai de trente jours francs commençant à courir le même jour que le délai visé à l'alinéa 3 du présent paragraphe, le Ministre n'a pas notifié l'annulation de la décision à l'organe concerné ainsi qu'au directeur général de l'association, la décision devient définitive. »

Art. 5. Le directeur général de l'Office de Promotion du Tourisme peut participer au Comité d'orientation créé par le décret du Conseil régional wallon du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme.

Art. 6. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} octobre 1991 confiant certaines missions à l'Office de Promotion du Tourisme et déléguant certaines compétences en application du décret du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme, est abrogé.

Art. 7. Le présent accord de coopération entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Le premier contrat de gestion portera sur la période 2008-2010.

Namur, le 23 octobre 2006.

Pour le Gouvernement wallon :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre en charge de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Le Ministre-Président,
B. CEREXHE

Le Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées, du Budget et du Tourisme,
Mme E. HUYTEBROECK

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2007 — 413

[2007/200177]

21 DECEMBER 2006. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 23 oktober 2006 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1991 inzake bevordering van het toerisme en tot opheffing van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 oktober 1991 met het oog op het toevertrouwen van zekere opdrachten aan het "Office de Promotion du Tourisme" en op het delegeren van zekere bevoegdheden voor de toepassing van het decreet van 19 juli 1991 inzake bevordering van het toerisme

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

Art. 2. De samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1991 inzake bevordering van het toerisme en tot opheffing van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 oktober 1991 met het oog op het toevertrouwen van zekere opdrachten aan het "Office de Promotion du Tourisme" en op het delegeren van zekere bevoegdheden voor de toepassing van het decreet van 19 juli 1991 inzake bevordering van het toerisme wordt goedgekeurd.

Die samenwerkingsovereenkomst wordt bij dit decreet gevoegd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 21 december 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

Stukken van het Waals Parlement 496, (2006-2007), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 21 december 2006.

Bespreking. - Stemmingen.

Samenwerkingsakkoord van 23 oktober 2006 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1991 inzake bevordering van het toerisme en tot opheffing van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 oktober 1991 met het oog op het toevertrouwen van zekere opdrachten aan het "Office de Promotion du Tourisme" en op het delegeren van zekere bevoegdheden voor de toepassing van het decreet van 19 juli 1991 inzake bevordering van het toerisme

Gelet op de artikelen 1, 127 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op de artikelen 3, 2°, en 10, § 2;

Gelet op decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op de artikelen 3, 2°, en 10, § 2;

Gelet op decreet III van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op de artikelen 3, 2°, en 10, § 2;

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1991 inzake bevordering van het toerisme;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 oktober 1991 met het oog op het toevertrouwen van zekere opdrachten aan het "Office de Promotion du Tourisme" en op het delegeren van zekere bevoegdheden voor de toepassing van het decreet van 19 juli 1991 inzake bevordering van het toerisme;

Overwegende dat de opdrachten, de richtsnoeren voor de werking, de financiering en de controle van het "Office de Promotion du Tourisme" omschreven dienen te worden;

Het Waalse Gewest vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, Elio Di Rupo, en in de persoon van haar Minister Benoît Lutgen, Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

De Franse Gemeenschapscommissie vertegenwoordigd door haar College in de persoon van zijn Minister-President, Benoît Cerexhe, en in de persoon van Evelyne Huytebroeck, lid van het College bevoegd voor Toerisme;

Komen overeen hetgeen volgt :

Artikel 1. Lid 1 van artikel 1 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1991 inzake bevordering van het toerisme wordt vervangen door volgend lid :

« De Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest vertrouwen het "Office de Promotion du Tourisme de Wallonie et de Bruxelles" welbepaalde opdrachten toe in verband met de bevordering van het toerisme. »

Lid 2 van artikel 1 van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende leden :

"De organieke opdrachten van het "Office de Promotion du Tourisme" zijn :

1° de toerismebureaus installeren en beheren die buiten het grondgebied van het Brussels en het Waalse Gewest gelegen zijn of die in de voornaamste Belgische luchthavengebouwen gelegen zijn;

2° het erfgoed, de toeristische infrastructures en initiatieven van het Brussels en het Waalse Gewest bekend maken door promotiecampagnes en -acties te voeren en deel te nemen aan beurzen en salons buiten het Waalse en het Brusselse Gewest;

3° de reservatiesystemen gebruiken die met de steun van het Waalse Gewest of van de overheden van het Brusselse Gewest tot stand zijn gebracht;

de markten op het gebied van toerisme buiten het Waalse en het Brusselse Gewest analyseren en prospecteren.

Onverminderd de opdrachten die door de Franse Gemeenschapscommissie zijn toevertrouwd aan de VZW BI-TC kan het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie bevoegd voor Toerisme uitdrukkelijk en voor een beperkte duur bijkomende opdrachten ter promotie van het toerisme aan het "Office de Promotion du Tourisme" toevertrouwen, op het grondgebied van zowel het Waalse als van het Brusselse Gewest.

Onverminderd de opdrachten die door het Waalse Gewest zijn toevertrouwd aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme bij het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme kan de Minister van het Waalse Gewest bevoegd voor Toerisme uitdrukkelijk en voor een beperkte duur bijkomende opdrachten ter promotie van het toerisme aan het "Office de Promotion du Tourisme" toevertrouwen, op het grondgebied van zowel het Waalse als van het Brusselse Gewest.

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende leden :

« De openbare financiering van de organieke opdrachten van het "Office de Promotion du Tourisme" gebeurt aan de hand van volgende verdeelsleutel : 1/3 ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie en 2/3 ten laste van de begroting van het Waalse Gewest.

Onverminderd lid één zullen de middelen die, behoudens uitdrukkelijke instemming van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, door de Franse Gemeenschapscommissie in het kader van de organieke opdrachten bedoeld in artikel 1, lid 2, van het decreet aangewend worden, - op jaarbasis - de middelen toegekend voor het jaar 2006 niet overschrijden, namelijk 4.326.000 euro, geïndexeerd om rekening te houden met de waarde van het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand van inwerkingtreding van dit akkoord volgens de formule :

$$\frac{\text{voorzien bedrag} \times \text{nieuw indexcijfer}}{\text{aanvangsindexcijfer}}$$

Waarbij het aanvangsindexcijfer het indexcijfer is van de maand van inwerkingtreding van dit akkoord en het nieuwe indexcijfer, het indexcijfer van de verjaardatum van die inwerkingtreding.

In ieder geval worden de op grond van lid 2 aangepaste bedragen naar de lagere eenheid afgerond indien de decimaal kleiner is dan 50 en naar de hogere eenheid indien de decimaal gelijk is aan of hoger is dan 50.

De kostprijs van de bijkomende opdrachten, in voorkomend geval de kostprijs van het nodige bijkomende personeel inbegrepen, wordt enkel overgenomen door de opdrachtgevende overheid. Voor die verstrekte opdrachten wordt er een afzonderlijke boekhouding gevoerd voor de Franse Gemeenschapscommissie en voor het Waalse Gewest. »

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Het "Office de Promotion du Tourisme" sluit om de drie jaar een beheerscontract met de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest.

Het beheerscontract heeft meer bepaald betrekking op :

— de algemene doelstellingen die het "Office de Promotion du Tourisme" toegewezen worden voor de komende drie jaar;

— de aan te wenden middelen om ze te bereiken;

— de evaluatiecriteria voor het beheerscontract.

Het beheerscontract wordt gesloten op grond van volgend tijdschema :

— uiterlijk 31 maart vóór het vervallen van een nieuw beheerscontract maakt het "Office de Promotion du Tourisme" zijn voorstellen ten overstaan van de Ministers van Toerisme van de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest;

— uiterlijk 30 maart vóór het vervallen van een nieuw programmacontract nemen de Ministers van Toerisme van de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest samen het programmacontract van het "Office de Promotion du Tourisme" aan.

Bij gebrek aan overeenstemming wordt het vorige programmacontract met één jaar verlengd.

Het "Office de Promotion du Tourisme" legt jaarlijks uiterlijk op 30 april verantwoording af voor de uitvoering van zijn opdrachten door de rekeningen en de activiteitenverslagen in verband met het vorige werkjaar aan de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering over te maken. In het activiteitenverslag wordt het werk van het "Office de Promotion du Tourisme" geëvalueerd op grond van de criteria uit het beheerscontract en wordt de evolutie ervan geanalyseerd.

Binnen de maand na ontvangst ervan maakt de Regering de rekeningen en het activiteitenverslag over aan de Waalse Gewestraad en aan de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie. »

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering wijzen elk een Commissaris aan op de voordracht van de Minister bevoegd voor Toerisme.

De commissarissen wonen de vergaderingen van de raad van bestuur en van het bureau bij, evenals de vergaderingen van het auditcomité en van het bezoldigingscomité om er een controleopdracht uit te voeren waarvoor ze over de ruimste bevoegdheden beschikken.

Daartoe ontvangen de commissarissen binnen dezelfde termijnen de stukken opgesteld ten behoeve van de raad van bestuur, het bureau en het audit- en het bezoldigingscomité. Zij hebben toegang tot alle gegevens en alle stukken die ze nuttig achten voor de uitoefening van hun taken.

Elke commissaris beschikt over een termijn van acht volle dagen om een beroep in te dienen tegen de uitvoering van elke beslissing die hij strijdig acht met de wet, de statuten, het meerjarig beheerscontract of het algemeen belang.

Het beroep en de termijn om een beroep in te dienen zijn opschortend.

Die termijn gaat in te rekenen van de dag waarop de beslissing is getroffen indien de commissaris regelmatig is opgeroepen en in het tegenovergestelde geval, vanaf de dag dat hij er kennis van gekregen heeft.

Elke commissaris dient dat beroep in bij de minister door wie hij is voorgedragen.

Als de minister binnen een termijn van dertig volle dagen die ingaat dezelfde dag als de termijn bedoeld in lid 3 van deze paragraaf de nietigverklaring van de beslissing niet heeft meegedeeld aan het betrokken orgaan en aan de directeur-generaal van de vereniging, wordt de beslissing definitief. »

Art. 5. De directeur-generaal van het "Office de Promotion du Tourisme" kan deelnemen aan het oriëntatiecomité opgericht bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme.

Art. 6. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 oktober 1991 met het oog op het toevertrouwen van zekere opdrachten aan het "Office de Promotion du Tourisme" en op het delegeren van zekere bevoegdheden voor de toepassing van het decreet van 19 juli 1991 inzake bevordering van het toerisme wordt opgeheven.

Art. 7. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking de dag van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. Het eerste beheerscontract heeft betrekking op de periode 2008-2010.

Namen, 23 oktober 2006.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Minister-President,
B. CEREXHE

Het Lid van het College belast met Bijstand aan Gehandicapte Personen, Begroting en Toerisme,
Mevr. E. HUYTEBROECK

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 414

[2007/200147]

24 NOVEMBRE 2006. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 04 et 05 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2006

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 15 décembre 2005 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2006, notamment l'article 57;

Vu le décret du 19 juillet 2006 contenant le premier feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 octobre 2006;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'ordonnancement à l'allocation de base 51.03 du programme 04 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2006, afin de pallier l'insuffisance de crédits non dissociés,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits non dissociés à concurrence de 1.778 milliers d'EUR sont transférés du programme 05 de la division organique 15 au programme 04 de la même division organique.